



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 11/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERTE Jacky ex LECAT (ISDI)

2 rue du 8 Mai
80230 Vaudricourt

Références : 2024-E10187
Code AIOT : 0005103440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement FERTE Jacky ex LECAT (ISDI) implanté FOND DE CAYEUX carrière de Nibas 80390 Fressenneville. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERTE Jacky ex LECAT (ISDI)
- FOND DE CAYEUX carrière de Nibas 80390 Fressenneville
- Code AIOT : 0005103440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETA FERTE exploite une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de FRESSENNEVILLE. L'activité est réglementée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement

du 05/04/2018.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation-Notification	AP de Mise en Demeure du 28/07/2023, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Cessation-mémoire de réhabilitation	AP de Mise en Demeure du 28/07/2023, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Toutes les non conformités ont été levées. Un projet d'arrêté préfectoral d'abrogation de la mise en demeure du 28/07/2023 est proposé à Monsieur le Préfet en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation-Notification

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article R.512-46-25 du code de l'environnement en faisant attester de la mise en sécurité de son site, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>L'exploitant a notifié sa cessation d'activité le 15/07/2023.</p> <p>L'Attes SECUR a été présentée, elle a été réalisée par l'APAVE et elle est datée du 06/12/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Cessation-mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2023, article 3
Thème(s) : Autre, Cessation-mémoire de réhabilitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 28/01/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article R.512-46-27 du code de l'environnement en fournissant :</p> <ul style="list-style-type: none">- un bon de commande signé pour le mémoire de réhabilitation accompagné de l'attestation d'adéquation dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté ;- un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 accompagné d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté ;
<p>Constats :</p> <p>Le bon de commande signé du 01/10/2023 en vue d'établir le mémoire de réhabilitation a été transmis le 25/10/2023.</p> <p>Le diagnostic initial de pollution des sols réalisé par APAVE daté du 17/11/2023 a été transmis à l'inspection des installations classées le 20/11/2023. Il ne prévoit aucun travaux à réaliser.</p> <p>L'Attes MEMOIRE a été présentée, il y est mentionné qu'elle vaut Attes TRAVAUX. Elle est datée du 09/12/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure